UNION OUVRIERE et PAYSANNE pour la DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Travailleuses, Travailleurs, Jeunes, Retraités, Chômeurs,

QUAND LES TRAVAILLEURS BRETONS PRENNENT LEURS AFFAIRES EN MAIN

Saint-Brieuc, les Côtes-du-Nord, la Bretagne ont vécu, en 1972, la grande grève des travailleurs du Joint-Français. Ils se dressaient contre les salaires de misère. Par une lutte dure, avec occupation d'usine et manifestations, avec le soutien des travailleurs de la région et la solidarité des petits-paysans, les ouvriers ont obtenu satisfaction.

A Chaffoteaux et Maury, c'est aussi par un mois de lutte que le 13e mois a été acquis.

De ces exemples une conclusion s'impose : la force de changement ce sont les travailleurs eux-mêmes.

LA DROITE FAIT PAYER AUX TRAVAILLEURS DU DEPARTEMENT LES FRAIS DE LA CRISE

Dans les entreprises,

En appliquant le Plan Barre le patronat a fait baisser le pouvoir d'achat des travailleurs. Dans les Côtes-du-Nord, plus de la moitié des salaires sont inférieurs à 2000 F.

Le capitalisme à Saint-Brieuc et dans la région c'est aussi les licenciements et le chômage. En 1976, une entreprise fermait chaque semaine. Début décembre 1977 il y avait officiellement 11365 chômeurs, en réalité bien plus. Depuis les menaces de licenciements se sont multipliées ; Gilles, Dyckhoff, Gaëlic, Fonderies du Pas, Coopagri.

Les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés sont les plus touchés par cette maladie contagieuse qu'est le chômage. Et la tendance n'est pas à l'amélioration. Les entreprises locales pratiquent de plus en plus l'embauche de travailleurs sous contrat temporaire où de stagiaires plan Barre qui tous sont des chômeurs en sursis. A l'Hôpital de Saint-Brieuc, alors que la création de 300 emplois serait nécessaire, seuls 23 ont été accordés. De même, seules une dizaine d'élèves infirmières sur 90 auront du travail à la fin de leur stage.

A LA CAMPAGNE LA SITUATION EST SEMBLABLE.

Entre 1968 et 1975 ce sont 30500 emplois qui ont été supprimés dans l'agriculture du département.

Les firmes, qu'elles soient privées ou coopératives, et les banques n'ont que mépris pour le travail. Dans leur course au profit elles endettent, exploitent et finalement ruinent les petits et moyens-paysans.

La taxe de coresponsabilité, dernière invention du gouvernement témoigne de la même politique de classe ; elle frappe les petits et moyens-producteurs qui constituent 70 % de la paysannerie, alors que les gros producteurs compensent largement cet impôt par le jeu des primes à la quantité.

- **Oui, les travailleurs de la région en ont assez de faire les frais d'une situation dont ils ne sont pas responsables.**
- **Organiser la lutte pour vivre et travailler au pays est une nécessité immédiate.**

C'est par les mesures qu'elle prend depuis 20 ans que la droite maintient et aggrave les conditions de vie des travailleurs. D'ailleurs elle est si discréditée à Saint-Brieuc qu'elle change de candidat à chaque élection.

LA GAUCHE DANS LA REGION MONTRE DEJA QU'ELLE NE FERA PAS MIEUX

Peut-on faire confiance au PS pour changer les choses quand on sait qu'à Saint-Brieuc les impôts locaux augmentent chaque année entre 10 et 15 %. Quand on sait que les représentants de la municipalité votent le licenciement de trois travailleurs au Foyer Paul Bert en 1974, ou lorsque l'on sait que la municipalité PS crée une nouvelle taxe de 4 % sur l'électricité. N'est-ce pas là une politique anti-ouvrière, une politique d'austérité.

Aujourd'hui, par électoralisme, le PCF dénonce certains de ces faits. N'oublions pas cependant que des années durant, ils ont voté à Saint-Brieuc l'augmentation des impôts locaux. Dans les entreprises, l'attitude du PCF tend constamment à détourner les luttes des travailleurs au profit de l'électoralisme. Dans les luttes qu'il ne contrôle pas il brille par son absence, par exemple la grève de la Chaillotine, par exemple la lutte des femmes.

La création d'un comité UOPDP à Saint-Brieuc doit permettre aux travailleurs de s'organiser aussi bien contre la droite que contre la gauche pour la défense de leurs intérêts immédiats et à long terme.

Nous en avons assez

La crise frappe tout le pays :

— Un million six-cent mille chômeurs aujourd'hui et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.

— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

ET AVEC L'UNION DE LA GAUCHE, EST-CE QUE ÇA PEUT CHANGER ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non, il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF, c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non, avec la gauche ce serait toujours le capitalisme ; nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

POUR EN SORTIR, QUE PROPOSE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes, il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut, c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le tiers-monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

VOTEZ pour les candidats* de l'U.O.P.D.P.

Michel LE MEUR, comme 58 % des candidats de l'UOPDP, est ouvrier (21 % des candidats de l'UOPDP sont employés). Il a travaillé dans plusieurs entreprises de Saint-Brieuc, dont deux fois comme temporaire. Il est OS à Chaffoteaux et Maury comme le sont la majorité des emplois sur la région. Il milite syndicalement dans l'entreprise. Il défend depuis plusieurs années l'idée que seul le socialisme garanti par la dictature du prolétariat, reposant sur le pouvoir réel des travailleurs peut permettre à tous les exploités d'en finir avec la misère, le chômage, les mauvaises conditions de vie et de travail.

Son suppléant Jacques MARIE est employé d'usine depuis 12 ans à Sambre et Meuse. Il est également militant syndical et militant pour le socialisme.

CONTRE le capitalisme de droite ou de gauche
POUR le Socialisme

* Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-Toung.

les presses bretonnes st-brieuc